

MILWARD, Bob, *Globalisation ? Internationalisation and Monopoly Capitalism. Historical Processes and Capitalist Dynamism*, Northampton, MA, Edward Elgar Publishing, 2003, 244 p.

Yves Laberge

Volume 36, numéro 2, juin 2005

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/011426ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/011426ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

IQHEI

ISSN

0014-2123 (imprimé)

1703-7891 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer ce compte rendu

Laberge, Y. (2005). Compte rendu de [MILWARD, Bob, *Globalisation ? Internationalisation and Monopoly Capitalism. Historical Processes and Capitalist Dynamism*, Northampton, MA, Edward Elgar Publishing, 2003, 244 p.] *Études internationales*, 36(2), 259–262. <https://doi.org/10.7202/011426ar>

liée à l'analyse concrète des mutations des techniques administratives, rendant finalement assez vaine la validation de l'évolution des discours sur ces administrations coloniales.

Un ouvrage passionnant cependant qui ne peut que pousser le lecteur à s'intéresser aux études les plus récentes menées sur ces modèles de gestion coloniale, leur signification et leurs effets sur les administrations « successeurs », qu'il s'agisse des administrations nationales ou de celle de l'Union européenne.

Dominique DARBON

CEAN
IEP de Bordeaux, France

MONDIALISATION ET TRANSNATIONALISME

Globalisation ? Internationalisation and Monopoly Capitalism. Historical Processes and Capitalist Dynamism.

MILWARD, Bob. Northampton, MA,
Edward Elgar Publishing, 2003, 244 p.

Selon l'économiste Bob Milward, le phénomène de la mondialisation tel que nous l'appréhendons désormais ne saurait être limité uniquement à ses dimensions économiques ou sociales ; il importe d'en observer toutes les dimensions et les répercussions sur le plan culturel, technologique et même environnemental (p. 13). L'auteur est chargé de cours à l'University of Central Lancashire, en Angleterre. Le but de son deuxième livre est de démontrer que depuis quelques décennies, la course aux profits et aux nouveaux marchés dans tous les domaines, y compris

celui du divertissement, nous conduit vers une sorte de reconfiguration du paysage politique, social, culturel, et que ce modèle artificiel et standardisé devient néanmoins de plus en plus répandu, voire universel, donc normal, validé, indiscutable (p. 131). Pourtant, le débat sur les conséquences du capitalisme et de la mondialisation demeure plus que jamais nécessaire, à une époque où la globalisation pourrait apparaître comme un euphémisme pour désigner le capitalisme triomphant et sans alternative.

Ouvrage bref et d'une concision peu fréquente, *Globalisation ? Internationalisation and Monopoly Capitalism. Historical Processes and Capitalist Dynamism* se subdivise en 14 parties, correspondant chacune à un thème très précis décrivant une facette particulière de la mondialisation : l'internationalisation, l'industrie, la culture, le commerce, le travail, le sous-développement, la régulation, etc. L'auteur affirme dès l'introduction que le phénomène de globalisation auquel nous assistons depuis deux décennies est lié de très près aux suites de l'effondrement de l'empire soviétique (p. 2). Selon Bob Milward, il ne suffit pas de donner un autre nom à une nouvelle phase du capitalisme triomphant tel que nous le vivons, mais bien de considérer la globalisation comme étant « la plus importante question philosophique de toute l'histoire » (p. 4). Partant de ce constat pour le moins péremptoire, l'auteur empruntera (tout comme pour son premier livre, datant de 2000) un cadre théorique proche de l'économie politique d'inspiration marxienne.

Le deuxième chapitre est plus conceptuel et passe en revue quelques définitions de la globalisation : celle du sociologue Roland Robertson, en termes de postmodernité, mais aussi celles de Giddens, Petrella, Weiss (p. 14). La définition de la globalisation qui est retenue entre toutes se trouve ici formulée en des termes économiques : « mouvement des biens, services, capitaux et travailleurs autour du globe, dans des interactions coordonnées et institutionnalisées, selon lesquelles un ensemble de relations à l'échelle globale maximisent l'usage des ressources limitées de diverses provenances » (p. 11). Selon Milward, l'une des conséquences de ce phénomène de la globalisation serait de rendre les États-nations pratiquement impuissants face à ces vastes mouvements incontrôlables et à plusieurs dimensions. Ce seraient des tendances de fond, inévitables, dit-on souvent, qui empêcheraient toute remise en question du modèle capitaliste, bien qu'il existe des échelons et des degrés qui permettent de distinguer la globalisation *forte* de celle qui serait plus *faible* (p. 19). Le chapitre se termine par une critique de la globalisation (p. 23), pour ensuite présenter le modèle d'internationalisation dans un contexte néo-libéral, élaboré au troisième chapitre.

Très révélateur, le quatrième chapitre rappelle la tendance monopolistique du capitalisme tel que défini par Marx et Lénine (p. 38). Des données statistiques récentes quantifient les innombrables fusions et les acquisitions à grande échelle ayant eu lieu depuis une vingtaine d'années, principalement aux États-Unis, pour

diagnostiquer un modèle économique qui ne correspond pas tout à fait à celui du monopole, mais plutôt à celui de l'oligopole (un monopole de fait, maintenu par une poignée de partenaires ayant les mêmes intérêts, mais en apparence concurrents) (p. 44).

Le cinquième chapitre sur la finance mondialisée réaffirme, malgré leur instabilité, le pouvoir des institutions financières transnationales et de certains mécanismes, comme le contrôle du cours de l'or sur les marchés financiers mondiaux (p. 53). Au sixième chapitre, l'auteur centre ses remarques sur des exemples devenus classiques de l'industrie manufacturière *globalisée*, c'est-à-dire de ces entreprises dont les activités de production sont réparties à travers le monde, en fonction de la zone offrant les normes et les conditions de travail les plus profitables (pour les entreprises, et non pour les travailleurs). L'exemple fréquemment utilisé des compagnies multinationales comme Adidas ou Nike, qui paient leurs employés d'usines en Asie à des salaires inférieurs à un dollar de l'heure, donne ensuite lieu à une comparaison entre pays (pour la plupart du tiers-monde), selon les coûts minimes de la main-d'œuvre : l'Indonésie, les Philippines et la Thaïlande constituent ici des zones privilégiées en termes de salaires dérisoires, comparés au Japon, l'Allemagne et l'Italie (p. 68).

Possiblement le plus original de l'ensemble, le septième chapitre sur les industries de la culture aborde entre autres le phénomène de la standardisation de la culture de masse. Selon l'auteur, on y confond trop fa-

cilement des concepts comme *américanisation*, *McDonaldisation*, *modernisation* (p. 75). Pourtant, le sociologue américain George Ritzer avait déjà indiqué que son concept de *McDonaldisation* signifiait d'abord l'étude de la contagion d'un modèle de gestion et de rationalisation, et non une critique de la popularité grandissante d'une simple recette alimentaire. Plus loin, Milward introduit également des concepts qu'il semble avoir forgés, comme la *Washington Culture* (p. 83) et la *Washingtonisation* (p. 76), pour mieux cerner cette homogénéisation apparente à laquelle nous assistons dans les modèles de gestion à grande échelle, et que l'on nommait autrefois « l'impérialisme culturel », en visant spécifiquement les États-Unis (p. 75). Ici encore, l'auteur appelle à un plus grand pluralisme sur le plan culturel, et réaffirme la valeur du multiculturalisme comme seul modèle valable, sans toutefois définir le concept d'identité culturelle, évoqué brièvement (p. 89). Cette partie demeure toutefois plus faible et moins étayée, sans doute parce que ce mouvement d'uniformisation ne date pas seulement des deux ou trois dernières décennies, mais remonte bien au début du 20^e siècle, avec par exemple l'expansion des *Majors* dans le domaine de l'industrie du cinéma. L'occasion eut été bonne pour y aborder la question de la diversité culturelle, mais il n'en est pas question ici.

L'étude du travail en général et des mouvements migratoires vers les États-Unis occupe l'essentiel du huitième chapitre, qui se distingue par sa perspective historique. Les chapitres suivants, plus conventionnels mais bien documentés, portent sur la

crise de l'État-providence, le commerce en général, le développement et le sous-développement (en particulier l'Afrique noire). Les deux chapitres suivants sont consacrés à la régulation et au régionalisme; ici défini comme étant le regroupement d'États, comme la communauté européenne. Dans ses remarques finales, l'auteur insiste sur les conséquences néfastes de la mondialisation et de l'hégémonie des pays industrialisés sur les pays pauvres, en favorisant implicitement l'aggravation des inégalités et l'exclusion des nations défavorisées (p. 174). Sans proposer de solution, l'auteur brosse un constat plutôt amer : même la solidarité inter-syndicale à travers le monde semble inefficace pour contrer cette tendance, possiblement en raison de la lourdeur institutionnelle des syndicats professionnels et de leur ancrage trop prononcé dans un domaine de travail plutôt que dans une zone donnée (p. 172). Mais on sent peut-être ici une piste de résolution à moyen terme, comme si l'auteur voulait indiquer l'émergence d'un mouvement social.

En dépit du fait qu'il n'apporte pas vraiment d'éléments nouveaux, l'ouvrage *Globalisation ? Internationalisation and Monopoly Capitalism. Historical Processes and Capitalist Dynamism* introduit d'une manière valable à certains enjeux critiques autour du concept de la mondialisation. Sa principale force réside dans sa critique souvent mordante du modèle de la mondialisation, à partir d'arguments économiques, politiques et parfois éthiques. En revanche, la brièveté des chapitres laisse parfois le lecteur sur sa faim. Centré principalement sur

les États-Unis et l'Angleterre, et dans une moindre mesure sur l'Europe et l'Asie, il y est peu question du Canada, sauf cinq mentions au passage. On n'y traite à peine du rôle de la Chine. Dans son argumentation, l'auteur ne cite pratiquement que des auteurs anglophones et aucune publication en français; il s'adresse vraisemblablement à des lecteurs de niveau maîtrise en économie, ayant une très bonne compréhension de l'anglais écrit. On s'étonnera toutefois du prix très élevé (plus de 100 dollars canadiens) pour un livre qui fait pourtant moins de 200 pages. À mon avis, le collectif *Une Société-monde* sous la direction de Daniel Mercure (Presses de l'Université Laval, 2001) offrait sur le même sujet une présentation beaucoup plus diversifiée et approfondie, dans une perspective vraiment internationale.

Yves LABERGE

Département de sociologie
Université Laval, Québec

**The Role of International
Institutions in Globalisation.
The Challenges of Reform.**

CHEN, John-ren (dir.). *Coll. International
Institutions and Global Governance,
Northampton, MA, Edward Elgar
Publishing, 2003, 232 p.*

Le rôle des institutions internationales croît avec le processus de globalisation économique, qu'elles ont pour fonction de faciliter. L'objet de ce livre est de mettre en évidence l'intérêt des organisations internationales dans l'architecture économique globalisée et de proposer les réformes qui permettraient notamment aux pays en développement de bénéficier des bienfaits de l'ouverture des

frontières. En effet, l'économie mondialisée souffre d'inégalités de revenus, les taux de change sont très volatils au même titre que les prix des matières premières, l'endettement et les crises financières constituent une menace permanente au bon fonctionnement du système financier. Depuis 1950, plus d'une centaine de pays ont été concernés par ces problèmes, aggravés par les inégalités d'information, l'aléa moral ou les défaillances sur les marchés bancaires.

Dans le chapitre 1, John-ren Chen étudie les fondements et les justifications des institutions internationales importantes. Si les gouvernements souverains ne peuvent seuls réguler les acteurs des marchés globalisés du fait des conflits d'intérêt, il est nécessaire d'établir des règles globales par le canal d'institutions internationales (au moins 350 dans le monde). Comme un gouvernement mondial n'est ni souhaitable, ni réaliste à court terme, il convient alors de réformer les organisations publiques qui satisfont des biens publics internationaux. Se posent alors plusieurs problèmes concernant leur mise en place, leur fonctionnement concret (parfois concurrentiel), leur coordination, la défense des valeurs démocratiques, le système de distribution des votes, les fondements idéologiques et théoriques qui justifient leurs actions et l'évaluation respective de leur efficacité. Lorsque le marché mondial échoue (externalités, biens publics ou marchés imparfaits ou défaillants), les institutions internationales interviennent. Aujourd'hui, les biens publics internationaux se rangent en six catégories : la sécurité internationale, la stabilité économique internationale, l'environnement, le développement durable, la culture et le patrimoine, et la gouvernance mondiale.